



[Page d'accueil](#)

**PUBLICATIONS
DU SYNDICAT**

[Quand les
profs...
COURRIEL](#)
[Quand les
profs...](#)

**VIE
ASSOCIATIVE**
[Bureau exécutif](#)
[Adhésion](#)
[Structure et
représentation](#)
[Assemblée
générale](#)
[Statuts et
règlements](#)

ACTIVITÉS
[Environnement](#)
[Précarité](#)
[Qualité de vie au
travail](#)
[Solidarité](#)
[Lutte contre
l'homophobie](#)
[Représentation à
la CÉ](#)
[Représentation
au CA](#)

[Documents et
dossiers](#)

LIENS
[Conseil central
FNEEQ-CSN](#)
[Coalition-cégeps
CSN](#)
[Fondation
SOS Parc Orford](#)

Rédaction: Clermont Olivier et
Catherine Ladouceur
Secrétariat: Luc Loignon

Le lundi 17 mars 2008

Pour imprimer

Sommaire

- [Calendrier scolaire : Pourquoi faire simple quand on peut écoeurer le monde ?](#)
- [Assemblées générales.](#)
- [Profession enseignante : opération CA.](#)
- [Vers un rassemblement du monde de l'éducation en janvier 2009.](#)
- [Alliance syndicats et tiers-monde.](#)
- [L'action internationale à la FNEEQ.](#)
- [Assurance-médicaments « La Capitale ».](#)

Calendrier scolaire : Pourquoi faire simple quand on peut écoeurer le monde ?

À nouveau, la directrice des études est dans le champ. Dans son courriel du 28 février dernier, elle décrète de « nouvelles inversions de journées ». Il eut été trop simple de transformer le lundi 26 mai en jeudi...

Sur le terrain, c'est la directrice elle-même que plusieurs ont envie d'inverser, afin que peut-être, elle retrouve la raison. À nouveau le délire, à tel point que le réaménagement du calendrier scolaire pose plus de problèmes à l'enseignement que la grève elle-même !

La directrice des études entraîne l'ensemble de

la communauté dans le bordel; il faudrait que quelqu'un, quelque part, mette fin au « jeu du pyromane-pompier ».

À nouveau, les enseignant-e-s devront composer avec le réel : absence stratégique ou autres pirouettes pédagogiques.

Assemblées générales

Ouvrez votre agenda pour y placer ces deux assemblées générales de votre syndicat :

- **Le 2 avril 2008** : il sera notamment question de solidarité internationale, des suites au dossier « Profession enseignante » et du grand rassemblement de l'éducation prévu pour janvier 2009.
- **Le 22 avril 2008** : assemblée générale annuelle (rapports et élections).

Profession enseignante : opération CA

Suites aux consultations effectuées à l'automne, voici la version finale du document ***Enseigner au collégial... Portrait de la profession***, produit par le comité national paritaire sur la profession enseignante. Comme on le sait, cet important document se veut le témoin d'un portrait actuel et convenu par tous de l'évolution de notre profession.

Maintenant, ces importants travaux ne peuvent demeurer lettre morte, au contraire. Ils doivent conduire à d'éventuelles mesures concrètes valorisant la profession enseignante. Aussi, les 59 syndicats membres des trois fédérations syndicales ont résolu, entre autres mesures de pression, de solliciter l'appui des conseils d'administration des collèges pour revendiquer la poursuite des travaux. **La stratégie** que nous vous proposons en ce sens nécessite votre appui. On vous attend donc à l'assemblée générale du 2 avril. Soyez-y, il en va de la reconnaissance même de notre profession !

Lisez le « Plaidoyer pour une valorisation de la profession

enseignante au collégial » et la recommandation adoptée par les représentants des 59 syndicats dans [Carnet collégial, février 2008](#).

Vers un rassemblement du monde de l'éducation en janvier 2009

« Est-il possible de rassembler les forces vives de l'éducation derrière un "programme" pour l'éducation québécoise qui puisse rallier et répondre à des impératifs de pertinence, de faisabilité et d'un certain progressisme? C'est le pari que les organisations syndicales ont résolu de faire, en déclenchant la démarche de réflexion nécessaire dans leurs syndicats ou dans leurs instances. »

Cette démarche prendra toute son ampleur lors d'un grand rassemblement des acteurs du monde de l'éducation qui devrait se tenir en janvier 2009, auquel vous serez conviés ! Vous serez donc appelés incessamment à réfléchir aux priorités devant servir de fondement à un projet pour l'avenir du système d'éducation au Québec. Encore une fois, soyez présents à l'assemblée générale du 2 avril : nous y entamerons la discussion sur le sujet.

Pour en savoir plus : [Vers un rassemblement du monde de l'éducation](#). Source: [Comité école et société de la Fneeq](#).

Alliance syndicats et tiers-monde

Tel qu'annoncé à l'assemblée générale du 19 février dernier, le SPECS soumettra, lors de sa prochaine assemblée, une proposition de modification de sa politique de dons, dans l'objectif d'y inclure une participation significative et récurrente à un fonds de solidarité internationale. Le fonds choisi pour la première année est Alliance syndicats et tiers-monde (ASTM). Né d'une initiative de la CSN, ASTM a pour objectif de soutenir des ONG, des groupes populaires et de femmes ainsi que des syndicats dans la construction concrète de projets de rechange au modèle de développement néolibéral.

Pour tous les détails, consultez le [dossier ASTM](#) sur le site du SPECS.

L'action internationale à la FNEEQ

Le comité d'action internationale de la FNEEQ est à implanter une liste de transmission automatique ouverte à tous les membres de la fédération. Centré sur l'action, le contenu des courriels transmis par cette liste d'envoi fera écho en priorité aux activités et aux campagnes en cours de la part de différents organismes en solidarité internationale. S'y trouveront les actions urgentes au plan humanitaire comme au plan des pressions politiques, qui s'ajouteront aux actions décidées par les instances de la FNEEQ et aux initiatives locales des syndicats en la matière.

Pour vous inscrire à la liste, visitez [l'espace Web](#) du comité d'action internationale de la FNEEQ.

C'est par les petits gestes qu'on peut changer le monde...



Image: <http://www.ciso.qc.ca>

Assurance-médicaments « La Capitale »

Vous avez reçu récemment une nouvelle carte d'assurances de la compagnie **La Capitale**. Lors de votre prochain achat de médicaments assurés, **présentez votre nouvelle carte à votre pharmacien**. Celui-ci pourra ainsi mettre à jour votre dossier.

Interne

Le Syndicat du personnel enseignant du Cégep de Sherbrooke - CSN
819 564-6350 poste 330 - specsCSN@CegepSherbrooke.qc.ca



Vers un rassemblement du monde de l'éducation

Source: Comité école et société de la Fneeq

[Page d'accueil](#)

Chronique no 13, mars 2008

PUBLICATIONS DU SYNDICAT

[Quand les
profs...](#)
[COURRIEL
Quand les
profs...](#)

**VIE
ASSOCIATIVE**
[Bureau exécutif](#)
[Adhésion](#)
[Structure et
représentation](#)
[Assemblée
générale](#)
[Statuts et
règlements](#)

ACTIVITÉS
[Environnement](#)
[Précarité](#)
[Qualité de vie au
travail](#)
[Solidarité](#)
[Lutte contre
l'homophobie](#)
[Représentation à
la CÉ](#)
[Représentation
au CA](#)

[Documents et
dossiers](#)

LIENS
[Conseil central
FNEEQ-CSN](#)
[Coalition-cégeps
CSN](#)
[Fondation
SOS Parc Orford](#)

Une grande première pourrait prendre forme dans le monde québécois de l'éducation. Les organisations syndicales, ayant des membres qui y oeuvrent, se sont en effet rencontrées pour définir les conditions nécessaires à l'élaboration, puis à la défense d'un projet pour l'avenir du système d'éducation au Québec, avec l'intention d'interpeller le gouvernement sur cette base. Objectif : permettre aux intervenantes et aux intervenants de première ligne de s'exprimer sur les actions prioritaires à mener, pour que l'éducation redevienne une priorité sociale. Et les syndicats de la FNEEQ sont, bien sûr, sollicités afin de mener cette vaste réflexion sur l'avenir de l'éducation québécoise.

Le projet, ambitieux et nécessaire, est né de quelques constats partagés qui traversent les réflexions menées sur l'école. On a abondamment usé, ces dernières années, de l'expression «société du savoir», parfois à des fins douteuses. Il faut toutefois constater qu'on ne peut échapper à cette mutation. Cette «société du savoir», qui se met lentement mais inexorablement en place, pose un défi de taille à tous les systèmes éducatifs. Elle n'est pas seulement synonyme de transformations importantes du marché du travail; elle entraîne aussi de profonds changements sociaux qui posent dans un tout autre contexte la question de la mission de l'école et la place de cette institution dans la société.

La gamme des emplois disponibles pour les jeunes qui quittent tôt le système scolaire s'est considérablement rétrécie en cinquante ans et cette tendance ne peut que s'accroître. Nous sommes à l'ère des emplois technologiques, une large proportion de ceux qui sont créés demandant une formation poussée. Parallèlement, la concentration des médias et la croissance exponentielle des modes d'information rendent de plus en plus complexe l'exercice d'une citoyenneté pleine et entière. Peut-on, dans un tel contexte, accepter les taux de décrochage et d'échecs que l'on observe depuis une dizaine d'années? Notre société peut-elle se permettre qu'autant de jeunes échappent au système scolaire?

De telles questions sont centrales et d'autant plus pressantes qu'elles se posent sur une toile de fond particulière. L'éducation comme service public est bradée dans de nombreux pays, sous les

pressions d'une logique marchande qui se manifeste de plusieurs façons. Ici, au Québec, nous observons des inégalités toujours plus grandes entre les élèves en matière de performance scolaire. Cette tendance relève, pour une bonne part, de politiques éducatives gouvernementales qui encouragent la concurrence entre les établissements scolaires. Par exemple, le financement public des écoles privées stimule la mise en place de projets pédagogiques sélectifs dans les écoles publiques (ce qui a comme effet une forme de stratification des effectifs) et favorise l'intégration massive, en classe ordinaire, des élèves handicapés, en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage et ce, sans véritable soutien.

Cette concurrence entre les établissements est encouragée par les palmarès qui, malgré des controverses parfois vigoureuses, continuent de faire périodiquement les manchettes. Pendant ce temps, l'enseignement post-secondaire supérieur souffre d'un sous-financement chronique, ouvrant une brèche dans la gratuité scolaire. Les cégeps sont considérés, par certains, comme un obstacle à la standardisation des échanges - éventuellement commerciaux - avec le système éducatif nord-américain.

Un projet audacieux

Est-il possible, dans ce contexte, de rassembler les forces vives de l'éducation derrière un «programme» pour l'éducation québécoise qui puisse rallier et répondre à des impératifs de pertinence, de faisabilité et d'un certain progressisme? C'est le pari que les organisations syndicales ont résolu de faire, en déclenchant la démarche de réflexion nécessaire dans leurs syndicats ou dans leurs instances. Elles le feront en acceptant de situer celle-ci dans un processus de recherche de consensus et en mettant en place les moyens pour y parvenir, dans le cadre d'une démarche en trois temps.

La première phase est celle d'une réflexion menée dans les rangs de chaque organisation. Pour la FNEEQ, cette étape se traduira par un appel aux syndicats, dans chaque regroupement, pour qu'ils réagissent à un projet de contribution préparé par le comité école et société et examiné par le Bureau fédéral. Ce texte déclencheur sera inspiré par le «patrimoine» de nos positions, mais cherchera aussi à présenter les grands enjeux actuels (réussite scolaire, écoles à projets, écoles privées, réforme, gouvernance des établissements...) en énonçant des propositions concrètes susceptibles de répondre au double objectif de rallier, mais aussi de suggérer de véritables avancées pour notre système d'éducation. Les réactions à ces propositions seront ensuite colligées par le comité école et société pour constituer la contribution de la FNEEQ à la réflexion de la CSN, partie prenante au projet. Par la suite, une journée d'échanges et de mise en commun des travaux de chaque organisation est envisagée pour le

mois de juin.

Cet exercice peut-il conduire à autre chose qu'à la présentation d'un chapelet des positions de chaque organisation, ce qui risquerait davantage de diviser que de rallier? Une grande partie du pari est là et c'est pourquoi tous sont conviés à avancer des propositions rassembleuses, centrées sur l'essentiel, plutôt que de chercher à imposer les détails de ses propres analyses. Sur la réforme, par exemple, qu'est-ce qui doit primer? Doit-on, si la perspective d'un message commun s'impose, mettre l'accent sur la division entre les «pro-moratoires» et les «pro-réformons-la-réforme»? Y aurait-il moyen de cerner un objectif de changement qui puisse rallier, convaincre le grand public par la convergence de certains points de vue pour exercer ainsi, auprès du gouvernement, une pression importante? Nous soumettons cette manière d'aborder les nombreux enjeux qui façonnent l'évolution de l'éducation.

Contrairement aux états généraux sur l'éducation tenus en 1995, la réflexion sur l'avenir de notre système d'éducation ne se fera pas, dans nos rangs, à l'enseigne d'un coût zéro. Aucune des organisations impliquées ne pense qu'il est possible de relever les nouveaux défis sans insuffler suffisamment d'oxygène au budget de l'éducation, ce qui a deux conséquences. D'abord, celle de placer le cadre de la réflexion : il ne s'agit pas de se demander comment faire plus avec moins, mais de déterminer ce qu'on devrait faire en priorité si on disposait – au primaire, au secondaire, dans les cégeps et les universités – d'un financement mieux adapté aux besoins futurs. Ensuite, ce parti pris comporte l'obligation d'indiquer les avenues suggérées pour que le financement de l'éducation soit considérablement augmenté.

Un rassemblement en janvier 2009

Une fois mises en commun toutes les contributions de chaque organisation, une phase de synthèse, dont les paramètres restent à définir, permettra d'élaborer et d'écrire un «programme» pour l'avenir de l'éducation québécoise.

À l'automne, des travaux de conciliation seront sans doute nécessaires, au plan politique; l'objectif étant que chaque organisation puisse faire valoir les ajustements qu'elle estime nécessaires pour être en mesure de souscrire aux éléments retenus, lors d'un grand rassemblement intersyndical.

Si le projet chemine à travers ces étapes, il s'agira d'une grande manifestation «à l'intérieur», au cours de laquelle sera lancé officiellement ce programme pour l'éducation québécoise, qui aura sans doute une allure de manifeste, et dont on peut espérer qu'il pourra ouvrir un débat social d'une certaine envergure. Dans la

mesure où l'ensemble des organisations pourront s'en réclamer, il s'agira d'une véritable première dans le monde québécois de l'éducation.

Interne

Le Syndicat du personnel enseignant du Cégep de Sherbrooke - CSN
819 564-6350 poste 330 - specsCSN@CegepSherbrooke.qc.ca

Proposition de modification de la politique de solidarité du SPECS-CSN

à être soumise à l'assemblée générale du 2 avril 2008

Proposition du bureau exécutif

Que le SPECS-CSN modifie sa politique de solidarité pour y ajouter un élargissement du volet « solidarité internationale » en modifiant l'article 2.7 d) de telle manière :

2.1 Prévoir pour les contributions de solidarité une dépense annuelle en conformité avec le budget adopté chaque année par l'assemblée générale. (Exemple en 2007-2008 : 2 500 \$)

...

2.7 Solidarité internationale :

- a) renouveler annuellement notre adhésion au Centre international de solidarité ouvrière (CISO);
- b) soutenir les projets pédagogiques de solidarité internationale envers les pays du Sud en provenance du Cégep, jusqu'à un maximum de 75 \$ par projet;
- c) soutenir les projets de solidarité internationale, autres que des projets pédagogiques locaux, que le bureau exécutif juge pertinents;
- d) prévoir un montant annuel égal à celui prévu en 2.1 à verser à un fonds de coopération internationale que le bureau exécutif juge pertinent (Exemple pour 2007-2008 : Alliance Syndicats et Tiers-Monde). Advenant le cas où le montant prévu en 2.1 ne soit pas totalement utilisé, la différence sera ajoutée au montant versé au fonds de coopération choisi.**